

L'ENVIRONNEMENT

LA POLLUTION DU RHIN CAUSÉE PAR DES PRODUITS CHIMIQUES

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, le ministre français de l'Environnement, Alain Carignon, a qualifié le déversement de produits chimiques, par la société Sandoz près de Bâle, de «catastrophe écologique».

Les habitants de nombreuses villes en bordure du Rhin, forcés de ne plus se servir de l'eau pompée dans le fleuve, ont dû avoir recours à l'eau apportée par camions par les services d'incendie.

Une autre société de produits chimiques, Ciba-Geigy, a déversé 400 litres de l'herbicide atrazine dans le Rhin.

Des responsables suisses ont déclaré que l'incident de chez Sandoz a sapé leur confiance dans l'auto-réglementation de ce secteur. Le communiqué publié après une session spéciale du Parlement de Bâle déclare que l'incendie chez Sandoz et ses conséquences ont profondément secoué la confiance dans l'industrie chimique.

L'incident a amené les autorités à s'intéresser aux dangers entourant le stockage des produits chimiques dangereux ainsi qu'aux risques, plus immédiats, de production et de transport.

* * *

LES PARTIS POLITIQUES

LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA CONDUITE DU CHEF DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge—Foothills): Monsieur le Président, on aurait dû pouvoir conclure une entente sur le libre-échange avec les États-Unis au cours de la dernière législature. Cette législature a croulé sous les déficits énormes et les mesures, comme le Programme énergétique national notamment, léguées par l'alliance libérale-néo-démocrate.

Maintenant que les démocrates ont la haute main sur les deux Chambres aux États-Unis, on aura du mal à protéger les trois millions d'emplois canadiens qui dépendent directement de nos exportations vers ce pays.

Tous les étudiants en quête d'un emploi, tous les bûcherons, les producteurs de céréales, les éleveurs de porcs et de bétail et tous les ouvriers d'usine devraient s'en prendre au chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) qui, à cause de ses paroles irresponsables, a compromis et leur emploi et leur avenir. Les prestations de retraite de toutes les personnes âgées sont en jeu si le Canada perd plus d'emplois à cause du protectionnisme américain.

Je demande instamment au chef du Nouveau parti démocratique de ne plus saboter l'avenir du Canada et des Canadiens. Qu'on laisse M. Reisman faire son travail.

Article 21 du Règlement

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ASSASSINAT DE ROLANDO OLALIA, CHEF SYNDICALISTE PHILIPPIN

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, je tiens à dire que nous avons été profondément désolés d'apprendre, la semaine dernière, l'assassinat de Rolando Olalia, chef syndicaliste philippin qui s'était tant dévoué pour réconcilier ses compatriotes.

Il dirigeait la KMU, coalition de syndicats, de paysans et de travailleurs sans emplois qui se tenait étroitement en contact avec le Congrès du travail du Canada. Sa disparition signifie que les Philippines ont perdu un ardent défenseur de la paix et de la réconciliation. Nous le regrettons sincèrement.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

ON CONDAMNE LES ACTIONS DE LA SEA SHEPHERD CONSERVATION SOCIETY

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, je suis très inquiet à cause des remarques que Paul Watson, de Vancouver, dirigeant de la Sea Shepherd Conservation Society, a faites dernièrement à la presse canadienne.

Le 8 novembre, l'organisation de M. Watson a saccagé deux baleinières et une usine de transformation en Islande. Il a déclaré publiquement qu'il a l'intention de détruire les filets asiatiques monofilamenteux dans le nord de l'océan Pacifique.

A titre de membre du comité permanent de l'environnement et, en fait, de simple citoyen canadien, je crains que le village planétaire ne perçoive le Canada comme un pays pour qui les activités criminelles sont la meilleure façon de régler les problèmes écologiques. Paul Watson a agi de façon criminelle et les Canadiens n'approuvent pas cette façon d'agir.

* * *

LES BANQUES

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ESTEY—LA CRITIQUE DES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, le gouvernement s'est beaucoup vanté de ce que le rapport Estey n'a rien reproché aux ministres dans les événements qui ont conduit au rescapage de la Banque Commerciale du Canada. Par contre, le juge Estey a adressé des critiques mordantes au gouvernement pour ce qu'il a fait pendant et après le rescapage, et c'est là-dessus justement que l'opposition officielle s'en prend au gouvernement depuis mars 1985.

Le rapport Estey confirme que le gouvernement a pris une décision hâtive et mal informée, sans se procurer les renseignements qui auraient milité contre sa décision; qu'il a d'abord garanti les yeux fermés la rentabilité de la banque, et qu'après sa faillite il a remboursé rapidement près de un milliard de dollars à des déposants non assurés. Si le gouvernement attache la moindre importance au principe de la responsabilité ministérielle, il faut qu'il donne maintenant au Parlement les réponses aux questions qu'il élude depuis un an et demi.